

---

ESPRITS LIBRES

---



LEA CRESPI POUR LE FIGARO MAGAZINE

Olivier Rey

# “L'ÉCOLOGIE NE SE RÉSUME PAS À LA TROTTINETTE ET AUX ÉOLIENNES”

*Le philosophe ne se reconnaît pas dans la vision des Verts et le soutien suractif que ces derniers apportent aux lois dites sociétales, mais il juge légitime l'inquiétude suscitée par l'état alarmant d'une nature exploitée à outrance. Il prône une écologie qui réconcilierait l'homme avec celle-ci.*

Propos recueillis par Alexandre Devecchio

**L**es élections municipales ont été marquées par une poussée du vote écolo dans les grandes villes. Comment analysez-vous ce phénomène ?

Il me semble que deux facteurs se combinent. D'une part, l'inquiétude très légitime suscitée par l'état alarmant de la nature, exploitée à outrance, qui dispose à voter pour ceux qui disent placer ce problème au centre de leurs préoccupations. D'autre part, un certain désarroi politique : après la droite, la gauche, le « *en même temps* », tous décevants, l'écologisme capte les voix d'électeurs qui ne savent plus trop vers qui se tourner.

**À titre personnel, vous reconnaissez-vous dans la vision et les propositions des Verts ? En quoi consisterait une véritable politique écologique ?**

J'adhère à certaines propositions des Verts, je ne partage pas leur vision. Les Anciens et les médiévaux habitaient un cosmos, c'est-à-dire, au sens premier du terme grec, un ensemble ordonné et harmonieux, où il revenait à l'homme de jouer sa propre partie. Les Modernes se trouvent placés dans un univers « *sans qualités* » – « *démoralisé* », pour reprendre l'expression de Rémi Brague – qu'ils sont appelés à exploiter pour satisfaire leurs désirs. À l'exploitation de la nature, les Verts entendent substituer sa protection : on prétend tout changer, mais le paradigme gestionnaire demeure. Je me souviens d'un ministre Vert parlant des « *usagers de la nature* » – comme on parle des usagers des services publics. La césure entre l'homme et la nature qui sous-tend le discours des Verts apparaît clairement dans le soutien suractif qu'ils apportent à toutes les lois dites sociétales : la nature doit être respectée partout, sauf en l'homme, où là, tout est « *construit* ». Quand José Bové eut l'audace de critiquer la PMA, ses camarades de parti s'étranglèrent d'indignation. Il y a quelques années, Les Jeunes Écologistes avaient pour slogan : « *La politique sans conservateurs* ». Curieuse façon de vouloir remédier aux problèmes engendrés par une modernisation débridée

en renchérissant sur elle. Une véritable politique écologique devrait reconnaître aussi bien la part de la nature en nous que l'importance de ce qui est à préserver dans notre héritage. Il y a là de précieuses ressources pour vivre en bonne intelligence avec le vivant au sein du monde que nous partageons.

**Paradoxalement, l'écologie est davantage plébiscitée par les urbains que les ruraux. Cela traduit-il le fait que les habitants des villes se sentent privés et dépossédés de la nature ? Ont-ils une vision fantasmée de celle-ci ?**

Lorsque la Chine est accusée de trop polluer, elle rétorque que c'est pour produire ce que nous consommons : en externalisant la production, nous avons aussi externalisé les nuisances. De façon analogue, la plupart des habitants des grandes métropoles ne mesurent pas ce que leur mode de vie implique. Ils peuvent se croire « *écologes* » parce qu'ils se déplacent en trottinette ou fabriquent eux-mêmes leur dentifrice, en ignorant l'énorme infrastructure nécessaire pour les approvisionner quotidiennement, les très longs trajets que doivent accomplir ceux qui les servent, et que leur « *week-end escapade* » à Lisbonne ou leur séjour « *au cœur de la nature* » au Costa Rica les rendent bien plus nuisibles que les « *gars qui fument des clopes et roulent au diesel* » de la France périphérique. Ils approuvent, au nom de la « *transition énergétique* », la multiplication des éoliennes, mais si celles-ci étaient installées en pleine ville, il est probable qu'ils ne trouveraient pas ces engins monstrueux aussi formidables.

**Que pensez-vous des propositions de la convention citoyenne pour le climat ?**

Je ne vois pas trop en quoi il était besoin d'une convention citoyenne pour émettre des propositions qui avaient toutes été déjà formulées auparavant et qui, pour la plupart, relèvent du bon sens (la plupart ont d'ailleurs été adoptées à la quasi-unanimité des participants). On parle maintenant d'organiser un référendum. Mais sur quelles questions ? Faut-il interroger les Français sur l'opportunité de « *renforcer les clauses environnementales dans les marchés publics* », de « *protéger les écosystèmes et la biodiversité* », d'« *imposer un suivi régulier de la formation des chauffeurs* » →

*“On éprouve la sensation désagréable que cette Convention, avec tout le respect dû aux citoyens qui y ont participé, a d’abord constitué un « coup politique »...”*

routiers à l'écoconduite», etc. ? Concernant la production d'électricité, la question se pose : faut-il persévérer dans le nucléaire, couvrir la France d'éoliennes géantes et ouvrir des centrales thermiques pour les jours sans vent ? Mais justement, ce sujet essentiel n'a pas été abordé. Cela ne faisait pas partie du mandat de la convention, paraît-il. Mais qui a décidé d'exclure la question dudit mandat ?

***Vous n'y voyez pas un progrès pour la démocratie ?***

En fin de compte, on ne peut s'empêcher d'éprouver la sensation désagréable que cette convention, avec tout le respect dû aux citoyens qui y ont participé, a d'abord constitué, pour ceux qui l'ont organisée, un « coup politique » destiné à satisfaire à frais nuls la promesse de « consultation citoyenne » émise après le mouvement des « gilets jaunes ». Franchement, pour le gouvernement, des citoyens qui demandent que l'on « remplace une part significative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères par des modalités plus justes et favorisant les comportements écoresponsables » sont des citoyens de tout repos. La grande majorité des propositions sont tout à fait recevables. Mais la solennité « conventionnelle » dont on les entoure est disproportionnée.

***Dans votre dernier essai, « L'Idolâtrie de la vie », vous expliquez que la crise du coronavirus a fait de la conservation de la vie le fondement ultime de légitimité de nos gouvernements. N'est-ce pas rassurant que la vie prime sur l'économie ?***

Il faut préciser ce que l'on entend par « vie », tant les définitions ont changé au fil du temps. Il y a la vie telle qu'évoquée dans la Bible, quand le Seigneur dit à Moïse : « *Choisis la Vie* », et Jésus à ses disciples : « *Je suis la Vie*. » Il y a la vie telle qu'elle se trouve définie dans les dictionnaires des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, comme « *l'union de l'âme avec le corps* ». Avec la cinquième édition du *Dictionnaire de l'Académie*, en 1798, un changement radical intervient : la vie devient « *l'état des êtres animés tant qu'ils ont en eux le principe des sensations et du mouvement* ». Toutes les définitions ultérieures s'inscrivent dans cette lignée – du *Littré* (1863) : « *l'état d'activité de la substance organisée* », au *Trésor de la langue française* (1994) : « *l'ensemble des phénomènes et des fonctions essentielles se manifestant de la naissance à la mort et caractérisant les êtres vivants* ».

Cela étant, cette réduction de la vie à un ensemble de phénomènes physiologiques et fonctionnels objectivables n'a pas empêché que quelque chose du caractère sacré attaché à la vie, dans son ancien sens, se reporte, du fait des connotations rémanentes du mot, sur la vie dans son nouveau sens. D'où une incohérence. Ou bien la vie n'est rien d'autre que « *l'état d'activité de la substance organisée* », et on ne voit pas bien pourquoi il serait si impératif de la sauver « *quoi qu'il en coûte* » : la sacralité que l'on accorde à cette entité entièrement mondaine est de l'idolâtrie. Ou

bien la vie est aussi autre chose, et alors il serait sain de le reconnaître.

***N'est-ce pas ce que nos dirigeants ont fait implicitement durant la crise sanitaire ?***

Lors de la crise sanitaire engendrée par le coronavirus, la vie a primé sur l'économie. Mais quelle vie ? La vie que Walter Benjamin appelait la « *vie nue* » – c'est-à-dire le simple fait d'être en vie. De ce fait, la mise en suspens de l'économie apparaît avoir également été une poursuite de la logique économique sous une autre forme – la maximisation du PIB laissant temporairement place à la minimisation du nombre de morts. Remarquez que disant cela, je ne reproche pas aux gouvernants les grandes options qu'ils ont prises : dans l'ensemble, ils se sont conformés à ce que l'esprit des sociétés exigeait d'eux. La crise a révélé clairement qu'à l'heure actuelle, une exigence première des gouvernés à l'égard des gouvernants est la protection contre la mort.

***Pour vous, l'« idolâtrie de la vie » va de pair avec la « sortie de la religion ». Mais une certaine écologie n'est-elle pas en train de devenir la religion de notre temps ? Cette « religion » sera-t-elle synonyme de transcendance ou de servitude ?***

La « sortie de la religion » a effectivement joué un rôle dans la redéfinition de la vie en termes purement objectifs, et dans l'installation de la survie biologique en valeur suprême. Cette « sortie de la religion », au sens où l'entend Marcel Gauchet, ne signifie pas que la religion disparaît, mais qu'elle ne structure plus la société et les mentalités. Il suffit d'observer la configuration des villes : même dans un pays comme les États-Unis, où la pratique religieuse est demeurée vivace, au centre ne se trouve pas l'église mais le *trade center*. On pourrait en déduire que l'économie est devenue la religion de notre temps – on a aussi qualifié, un temps, le communisme de religion. Cependant, ce n'est pas parce que quelque chose assume certaines fonctions autrefois assurées par la religion que cette chose mérite, ipso facto, d'être qualifiée de religion. Ce serait comme si, notait Hannah Arendt, « *j'avais le droit de baptiser marteau le talon de ma chaussure parce que, comme la plupart des femmes, je m'en sers pour planter des clous dans le mur* ». Cette remarque vaut aujourd'hui pour un certain écologisme qui, dans l'état de déshérence où nous sommes, peut attirer à lui des affects et des comportements de type religieux, sans être pour autant une religion. Par ailleurs, la méfiance à l'égard d'un tel écologisme ne doit pas faire oublier l'état de vulnérabilité critique dans lequel se trouve la nature, qui constitue, avec l'ampleur sans précédent des migrations et la dilapidation accélérée des ressources morales accumulées au cours des siècles, l'un des dangers majeurs qui font peser sur nos sociétés un risque mortel. ■

*Propos recueillis par Alexandre Devechio*



« *L'Idolâtrie de la vie* », d'Olivier Rey, Gallimard, « Tracts », 64 p., 3,90 €.